

Quelle: Front National

<http://www.frontnational.com/le-projet-de-marine-le-pen/>
abgerufen 30.5.14

[Hervorhebungen in Blau durch G. Mair](#)

Euro

Une fin maîtrisée pour libérer la croissance

Dix années après son instauration dans la vie quotidienne des Français, l'Euro, comme monnaie unique, se révèle être un échec total malgré l'aveuglement des tenants de l'Europe de Bruxelles et de Francfort qui refusent d'admettre l'évidence. En effet, l'Euro va disparaître car le coût de son maintien devient tous les jours plus insupportable pour les nations pour lesquelles il est totalement inadapté. L'euro est depuis son origine une aberration économique dénoncée par de nombreux économistes. Les rafistolages et plans de renflouement successifs pour sauver l'euro ne permettront pas de résoudre la crise. C'est donc un plan de déconstruction ordonnée de l'euro qu'il faut maintenant initier.

ANALYSE

- La monnaie unique est devenue le symbole d'une politique européenne fédéraliste d'un jusqu'au-boutisme absurde d'élites financières prêtes à sacrifier le peuple sur l'autel de leurs intérêts. La monnaie doit être remise à sa place, en redevenant un instrument économique au service de la croissance et de l'emploi. Fétichiser la monnaie comme le font les partisans acharnés de l'euro a été à l'origine de nombreuses catastrophes économiques (Argentine, France en 1993, crise des années 1930).
- L'euro était condamné dès son lancement. Le Prix Nobel américain Milton Friedman avait par exemple prédit dès le départ l'échec de l'euro, la crise qui s'en suivrait, et démontré les vertus indépassables de la liberté monétaire. Une politique monétaire unique calée sur le modèle allemand de monnaie surévaluée ne pouvait permettre une conduite efficace des politiques économiques au niveau d'Etats membres aux structures économiques très différentes.
- Aujourd'hui, le bilan de l'euro est désastreux. Les promesses de prospérité, de croissance et d'emploi n'ont pas été tenues. Depuis la création de la monnaie unique, la zone euro est la région du monde qui connaît la croissance la plus faible. Le taux de change de l'euro est beaucoup trop élevé pour la France, accélérant les délocalisations et la désindustrialisation de notre pays qui subit également depuis 10 ans la politique salariale non-coopérative de l'Allemagne.
- L'euro n'a en rien protégé l'Europe de la première grande crise de 2008. C'est aussi la zone euro qui, la première, est entrée en récession, avant les Etats-Unis, et c'est elle qui en sort le plus lentement. Enfin, elle connaît la récession la plus brutale (-4% en 2009, contre -2,7% aux Etats-Unis).
- [Aujourd'hui, la crise finale de l'euro a largement commencé. Elle a provoqué la quasi ruine de la Grèce, de l'Irlande et du Portugal, et menace sérieusement l'Italie, l'Espagne et la Belgique.](#) Le refus de l'ajustement monétaire condamne les peuples à subir des plans d'austérité qui ne font qu'aggraver la crise. [C'est](#)

un piège mortel pour la France qui commence à son tour à entrer dans le cycle austérité-récession.

- Les Français peuvent maintenant mesurer le coût réel de l'euro. Au-delà d'une spectaculaire envolée des prix, le constat est le suivant : d'un côté l'austérité, d'un autre la multiplication de plans de renflouement pour les pays victimes de l'euro (159 milliards de garanties votées sans débat en septembre par le Parlement). S'il faut demain renflouer l'Italie et l'Espagne, aucun pays européen n'aura la capacité de payer et même les pays européens économiquement les plus solides, risqueront de couler. Il faut mettre un terme à cette logique absurde.

POSITIONS

1. Il convient à présent de refuser d'engager des politiques d'austérité sans issue au nom de la préservation d'une monnaie qui étouffe l'Europe. Ces plans successifs d'austérité frappent toujours les mêmes : classes populaires et moyennes, retraités, fonctionnaires, PME/PMI. La France doit donc mettre son veto aux inutiles et ruineux plans de renflouement des pays victimes de l'euro. L'argent des Français doit rester en France.
2. la France doit préparer, avec ses partenaires européens, l'arrêt de l'expérience malheureuse de l'euro, et le retour bénéfique aux monnaies nationales qui permettra une dévaluation compétitive pour oxygéner notre économie et retrouver la voie de la prospérité. Le couple franco-allemand doit jouer ce rôle moteur dans cette concertation et cet arrêt programmé de l'expérience de l'euro. Il doit retrouver l'initiative et permettre à la zone euro de sortir du marasme. L'Allemagne y est prête, car elle sait qu'elle ne pourra pas financer sans fin tout le reste de la zone. Une majorité d'Allemands (54% en octobre 2011) sont favorables à un retour au Mark. Sortir de l'euro constitue un défi technique, mais ne provoquera aucunement le cataclysme décrit par les idéologues et autres fanatiques de la monnaie unique. Bien préparée, concertée avec les autres nations européennes, la fin ordonnée de l'euro est la condition de la renaissance économique de la France. Rester dans l'euro, c'est se condamner à « mourir à petit feu », selon l'expression de l'économiste Alain Cotta.
3. Afin d'accompagner la sortie de l'euro, un ministère chargé des Souverainetés devra prendre en charge techniquement et juridiquement la renégociation des Traités et la restauration de notre souveraineté nationale dans l'ensemble des domaines où elle a disparu, notamment monétaire.
4. Il conviendra d'adopter des mesures de contrôle des mouvements de spéculation des capitaux. Les banques de dépôt feront l'objet d'une nationalisation partielle aussi longtemps que nécessaire pour assainir les pratiques bancaires et sécuriser l'épargne des Français.
5. La coopération européenne permettra d'examiner, pendant toute la durée de la négociation, l'ensemble des options envisageables pour rétablir la souveraineté monétaire des Etats membres.

6. La réintroduction du franc ira de pair avec le rétablissement des prérogatives de la Banque de France en matière monétaire, y compris la capacité de consentir des avances au Trésor.
7. Une taxation exceptionnelle des actifs extérieurs libellés en euro détenus par les banques sera établie pour compenser les coûts pour l'Etat de sa dette résiduelle en euro, dans l'hypothèse très peu vraisemblable où l'euro existerait encore.